

Les personnels du lycée d'Alembert
exerçant leur droit de retrait depuis
le lundi 25 novembre
7, rue du commandant l'Herminier
93300 Aubervilliers

A l'intention du Recteur de l'académie de
Créteil Daniel Auverlot

S/C du Directeur académique des services
départementaux de l'éducation nationale
(Seine-Saint-Denis) Antoine Chaleix

S/C du Proviseur du lycée d'Alembert Hervé
Mamino

Aubervilliers,
Le 26 novembre 2019,

Objet : Communiqué des personnels du lycée d'Alembert à Aubervilliers suite aux décès de Djadje Traoré et de Kewi Yikilmaz

Samedi 23 novembre à 15h14 nous, personnels du lycée d'Alembert à Aubervilliers, avons été destinataires d'un email de notre proviseur nous informant du décès, survenu la veille, d'un élève de 1^{ère} suite à une agression.

Déjà, le 4 octobre dernier, la Direction nous avait rassemblés en salle des professeurs à la récréation de l'après-midi pour nous informer de la mort de Kewi, assassiné le matin même.

2 morts. En moins de 2 mois.

Hier matin, à 8h, nous avons décidé d'exercer notre droit de retrait : comment accepter l'inacceptable, gérer notre chagrin, celui de nos élèves ? Comment continuer à exercer nos missions quand nous faisons face, quotidiennement, à une violence extrême dont les premières victimes sont nos élèves ?

Ces 2 morts, insupportables, inconcevables, ne sont que les versants les plus dramatiques de la violence quotidienne que subissent nos élèves. Jour après jour, nous recevons le récit d'agressions, de menaces, de violences dont ils sont les victimes

Rien qu'en 2019, cette violence quotidienne, c'est cet élève qui s'est retrouvé à 15h45, en se rendant au RER pour rentrer chez lui, menacé par un couteau, descendu dans une cave et dépouillé de ses affaires. Il est rentré chez lui avec un seul survêtement et a appelé sa professeure principale pour s'excuser par avance de son absence le lendemain à une sortie scolaire. Depuis, il a peur et n'est pas revenu au lycée.

C'est cette élève qui en rentrant chez elle a eu des mots avec un père de famille, devant le jeune fils de ce dernier. Le père de famille l'a ensuite insultée et tabassée. Elle a eu 6 jours d'ITT. Elle ne vient plus au lycée qu'accompagnée par une amie.

C'est ce jeune élève qui s'est fait menacer de racket dans le square en face du lycée parce qu'il n'est pas d'Aubervilliers. Il n'est pas revenu depuis septembre, ses parents recherchent encore une place dans un établissement de sa commune de résidence.

C'est cet élève de première qui s'est retrouvé inconscient sur la chaussée, le visage baignant dans le sang car un de ses camarades venait de lui frapper la tête contre une rambarde. C'est une élève de la classe qui a mis son sac sous sa tête pour lui porter secours. Ce sac, ensanglanté, est resté plusieurs jours dans le bureau de la CPE.

Ce sont ces deux élèves de première poursuivies dans le parc de La Courneuve en pleine séance d'EPS par un homme qui leur demandait des faveurs sexuelles.

C'est cette classe dont les élèves, en sortie scolaire, sont interpellés et sommés de dire d'où ils viennent par des jeunes.

C'est cet élève agressé devant l'établissement et trainé de force vers un bâtiment de la cité en face parce qu'il habite une autre commune. C'est un père de famille qui a fait fuir ses agresseurs et ce sont ses camarades de classe qui lui ont porté les premiers secours. Il a fallu plus d'un mois, et la mort de Kewi, pour qu'il soit affecté dans un autre établissement.

Ce sont ces deux élèves agressés devant chez eux à 7h30 du matin alors qu'ils se rendaient au lycée. Les deux sont ensuite venus en cours comme si de rien n'était. La CPE l'a appris car un autre élève hospitalisé suite à une agression, les a rencontrés le soir à l'hôpital.

Ce sont ces élèves qui ne vont plus en EPS lorsque les cours ont lieu sur des installations à l'extérieur du lycée, parce qu'ils ont peur de se faire agresser sur le chemin.

C'est cet élève qui s'est fait agresser devant la pharmacie à 50 mètres de l'établissement.

Ce sont ces trois élèves qui ont été poursuivis par des jeunes armés de couteaux en sortant du lycée.

Ce sont ces élèves, déscolarisés de fait suite à des agressions, et pour lesquels nous attendons toujours une solution de rescolarisation.

C'est cette élève, violée, qui frappe à la porte de la CPE pour lui raconter. C'est cette dernière, en l'absence d'une assistante sociale, qui l'accompagne pour aller porter plainte.

C'est cette autre élève qui apprend par la bouche de sa CPE que ce que son petit ami lui fait s'appelle un viol. L'infirmière l'accompagne au planning familial pour que ses blessures (physiques et psychologiques) soient prises en charge.

C'est cet élève attrapé, devant ses camarades, sur le parvis du lycée à la récréation, et trainé de force dans l'immeuble en face jusqu'au 8^{ème} étage pour y être dépouillé et frappé. Il est revenu au lycée en traversant seul le square, le visage ensanglanté, et a sonné à la porte pour se mettre à l'abri.

C'est cet élève lynché et humilié dans une cave pour de l'argent. Son agression a été filmée et diffusée sur les réseaux sociaux.

C'est cet élève qui envoie un message à sa professeure principale à 21h30 pour la prévenir qu'il ne sera pas en classe le lendemain car le squat où il vit avec son père est en train d'être évacué par la police. Ou celui qui appelle la sienne un samedi pour lui dire qu'il dort depuis deux nuits dans une voiture abandonnée après que la personne qui l'héberge l'a mis à la porte. Le personnel du lycée finira par mettre en place une cagnotte pour s'assurer qu'ils aient un toit sur la tête.

On nous répond que l'école n'a souvent rien à voir avec cette situation, que ces actes violents n'ont pas lieu dans l'établissement, que c'est la faute de l'environnement et que, finalement, on n'y peut pas grand-chose.

Nous ne supportons plus ce fatalisme. Nous refusons de nous habituer à cette violence et de continuer à nous mentir : l'école est au cœur de ces problèmes. Son échec, avec celui des autres services publics du territoire, est une des premières causes de ces drames.

Depuis plusieurs années nous avons échoué à faire de l'école un lieu qui permette aux élèves d'envisager l'avenir et le présent sereinement. Nous ne savons que trop bien quelles sont nos responsabilités individuelles et nous les assumons.

Nous, c'est le surveillant qui n'a pas vérifié le carnet de Kewi quand il est sorti du lycée ce vendredi 4 octobre à 9h alors qu'il avait encore cours.

Nous, c'est l'enseignant qui s'est trompé en faisant l'appel et qui a marqué Kewi présent à 11h alors qu'il était sur un terrain de sport aux Lilas.

Nous, c'est le professeur d'EPS de la section football du lycée dont Kewi était membre et qui n'a pas su le mobiliser et l'impliquer suffisamment dans son cursus pour lui faire passer l'envie de sécher.

Nous, c'est le professeur de français qui a peur que Kewi n'ait pas trouvé son cours suffisamment intéressant pour qu'il choisisse d'y assister plutôt que de sortir de l'établissement.

Nous, c'est la professeure d'anglais dont le dernier échange avec Kewi a été vif suite à une banale histoire d'enceinte allumée en classe.

Nous, c'est la professeure principale qui a renoncé après de nombreux appels et rendez-vous, à essayer de faire revenir Djadje au lycée.

Nous, c'est le CPE qui, parmi la centaine d'élèves absentéistes qu'il a en charge, n'a pas eu le temps de s'occuper de la situation de Djadje.

Nous, c'est la référente décrochage scolaire de l'établissement qui n'a pas réussi à impulser de réels dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire et donc à donner les moyens aux équipes de raccrocher Djadje.

Nous, ce sont tous ces personnels, profondément attachés à leurs missions mais désespérés face au manque de moyens qui engage leurs responsabilités individuelles.

Nous savons. Tous les jours nous sommes épuisés de savoir que nous échouons. Tous les jours nous nous remettons en question et essayons de trouver des solutions.

Mais vous ? Le savez-vous ? Reconnaissez-vous vos responsabilités ?

Vous, au Rectorat, qui nous avez refusé régulièrement depuis plusieurs années les moyens supplémentaires et nécessaires dont nous avons besoin pour accompagner au mieux nos élèves ; qui n'avez rien fait pour stabiliser les personnels du lycée, y compris ceux de la direction, quand bien même certains souhaitaient rester et poursuivre le travail engagé auprès de nos élèves ; qui avez sous-estimé la détresse psychologique et morale dans laquelle se trouve une partie de nos collègues ; qui nous avez reçu deux fois en audience sans savoir nous entendre ou pire, en nous promettant des moyens qui ne sont jamais venus.

Vous, à la Région Ile-de-France, qui n'avez toujours pas engagé les travaux nécessaires pour faire de l'établissement un lieu accueillant et chaleureux, qui n'avez pas renouvelé les subventions à la mission

de lutte contre le décrochage scolaire pour son action de remobilisation, qui avez refusé de financer un projet de partenariat culturel à destination de nos élèves.

Vous, à la Direction académique, qui n'estimez pas prioritaires les demandes de changement d'établissement des élèves agressés ou menacés ; qui n'êtes toujours pas parvenus à installer un personnel dans le bureau du coordonnateur de la mission de lutte contre le décrochage scolaire ; qui n'avez pas recruté d'assistante de service social pendant les 8 mois où la nôtre était absente et qui nous avez demandé, hier, de « rédiger un courrier » pour énoncer les revendications que nous portons pourtant depuis plusieurs années.

Vous, au Ministère de l'Éducation nationale qui avez imposé une réforme du lycée professionnel induisant moins d'heures de cours pour les élèves ; qui avez remis en question le principe de l'éducation prioritaire ; qui avez estimé que l'enjeu central pour l'école aujourd'hui était la présence de mamans voilées en sorties scolaires et non nos élèves morts assassinés.

Vous, à l'Élysée, qui avez attendu la diffusion d'un film pour réaliser la misère sociale de tout un territoire.

Alors hier, à 8h, nous avons décidé d'arrêter de porter seuls ces responsabilités. Nous pourrions continuer, faire comme si ces événements n'étaient que des faits divers. Pris individuellement, ils le sont. Mis bout à bout, ils font système. Un système dans lequel l'école n'est plus le lieu où se construisent des individus et où se forment des libre-arbitres mais le reflet frappant d'un échec institutionnel.

Nous pourrions « faire avec », continuer à faire cours parce qu'après tout, la moindre des choses, c'est que nos élèves soient en cours et pas dehors. Mais nous refusons de nous habituer à cette violence, nous refusons de n'être qu'un palliatif, faute de mieux, et d'accepter l'échec.

Prenez vos responsabilités et aidez-nous.

Pour cela, nous exigeons :

- la création d'un poste supplémentaire de CPE ;
- de 2 postes d'AED à temps-plein ;
- de 2 postes d'assistants pédagogiques ;
- la présence d'une assistante sociale et d'une infirmière à temps-plein sur l'établissement ;
- la stabilisation des personnels volontaires ;
- la nomination d'un chef d'établissement à temps-plein, titulaire du poste. Cela implique la suppression de la fusion du lycée avec le collège Diderot et le rétablissement des moyens administratifs dont nous disposions avant celle-ci.
- les moyens de mettre en place les projets éducatifs et pédagogiques permettant de lutter contre les violences, tels qu'ils seront exprimés lors du CESC extraordinaire du 3 décembre prochain ;
- l'intégration de l'établissement dans le dispositif d'éducation prioritaire ;

- l'intervention sur l'établissement d'un médiateur/éducateur spécialisé (mi-temps établissement, mi-temps extérieur) ;
- un vrai projet de rénovation des locaux du lycée.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, soyez assuré, Monsieur le Recteur, de notre attachement, en dépit de ces difficultés, à la qualité du service public d'éducation.

Les personnels du lycée d'Alembert ayant exercé leur droit de retrait depuis le 25 novembre 2019